

# COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire  
en Martinique et en Guadeloupe  
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe  
Pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE \*\* PARAIT MERCREDI & SAMEDI PRIX: 0,30 F

SAMEDI 15 FEVRIER 1975

## EDITORIAL IL Y A UN AN LA GRÈVE GÉNÉRALE

Il y a un an, le 12 février 1974, éclatait l'une des plus puissantes grèves générales qu'ait connues la Martinique. Annoncée par la grève des ouvriers du bâtiment en janvier, qui se prolongeait par celle des ouvriers de la banane, la grève générale était décidée pour le 12 par les trois principales centrales syndicales, contraintes par la combativité des travailleurs à surmonter leurs atermoiements.

Rapidement, la grève gagnait les secteurs les uns après les autres : docks, commerce, SPEDEM, Banques, rejoignaient les travailleurs agricoles et ceux du bâtiment qui avaient repris de plus belle. Dès le 12, plusieurs milliers de manifestants, travailleurs, jeunes, chômeurs, défilaient dans Fort de France. Le lendemain, certains reprenaient (banques) mais des équipes de débauchage parcouraient la ville pour étendre le mouvement. Elles durent s'affronter durement à la police qui avait tenté de les cerner mais l'objectif, qui était de faire cesser toute activité dans la ville, était atteint.

Le jeudi 14, alors que les directions syndicales tentaient de reprendre en main le mouvement, un fait nouveau provoqua la colère des travailleurs et renforça leur détermination : l'assassinat de deux travailleurs de la banane, Elmany et Marie-Louise par les forces de répression.

Ce sont plusieurs milliers de personnes qui déferlèrent le lendemain dans Fort de France, criant des slogans hostiles au colonialisme et obtenant qu'on leur donne le corps de leur camarade, que la préfecture voulait conserver.

Ce n'est qu'au bout de huit jours que le mouvement cessa, et ce, parce que les directions syndicales n'avaient aucune envie qu'il se poursuive, et qu'elles saisirent tous les prétextes pour que les travailleurs reprennent. Elles s'estimaient satisfaites des quelques augmentations obtenues ça et là, et des promesses faites par le gouvernement.

C'était en fait trahir les intérêts des travailleurs, lorsque ceux-ci, par l'ampleur de leur mouvement, pouvaient obtenir beaucoup plus que cela : la répartition du travail entre tous, l'échelle mobile des salaires, la fixation d'un salaire minimum en fonction du niveau des prix ici ; par ailleurs, le versement intégral des diverses allocations non payées aux Antilles (chômage, logement, etc...).

Bien sûr, il aurait fallu pour cela que le caractère du mouvement se transmise au verso.

## MARTINIQUE VIVE LES OUVRIERS DU BÂTIMENT EN LUTTE

La grève des ouvriers du bâtiment commencée le mercredi 5 Février se poursuit dans l'enthousiasme. Ils réclament un salaire de base de 7F09. L'ancien salaire était de 5F90, ce qui constitue donc une augmentation de 1,19 F pour les manoeuvres.

Jeudi 13, une assemblée de grévistes réunissait près de 300 personnes. C'est au cours de cette réunion que les travailleurs devaient décider de la poursuite du mouvement et des nouvelles revendications à présenter aux patrons.

En effet, ceux-ci avaient refusé deux jours avant, les propositions des syndicats : 6F95 en janvier et 7F09 en avril. Les travailleurs comprenaient alors qu'il est vain de vouloir raisonner les patrons et que seule la détermination dans la lutte devait permettre d'obtenir satisfaction.

Dès lors, les grévistes firent leurs positions. Ils réclamaient maintenant 7F09 immédiatement, le paiement des jours de grève, un calendrier de révision des salaires en fonction du coût de la vie ici en Martinique et l'interdiction de tout licenciement durant l'année.

Toutes ces propositions faites au nom du syndicat et du comité de grève, ont été accueillies avec le plus grand enthousiasme par les grévistes qui les votèrent à l'unanimité.

Immédiatement ces décisions prises, les ouvriers du bâtiment descendirent dans les rues de Fort de France, et c'est un cortège dynamique qui scandait les revendications : "Non aux licenciements", "les prix augmentent, les salaires doivent augmenter", "ki yo lé ki yo pa lé, lé patron ké payé", "nous voulons 7F09 sans étapes".

La manifestation se termina devant la maison des syndicats où une dernière réunion devait se tenir pour envisager les activités du lendemain.

Vendredi était prévue une grande as-

Nous publions ci-dessous le texte d'un tract du 13 février, du Comité de Grève des travailleurs du bâtiment.

### APPEL A NOS CAMARADES OUVRIERS DES SECTEURS ANNEXES.

Camarades, depuis une semaine déjà, nous sommes, nous ouvriers du bâtiment en grève.

Depuis une semaine, le patronat rance malgré nos efforts de conciliation s'obstine à maintenir une proposition de salaire sans aucun rapport avec l'augmentation du coût de la vie.

Croyant nous avoir par la faim en faisant durer la grève, le patronat dévoile une fois de plus son total mépris pour la classe ouvrière.

C'est au travers de ce mépris aveugle que nous devons nous unir.

Car, dans cette épreuve de force qu'en-

semble générale qui devait réunir les grévistes mais aussi les travailleurs des secteurs annexes : métallurgie, Eaux du Sud, Menuiserie et Municipaux. Un appel du comité de grève a été lancé aux camarades de ce secteur.

Les grévistes ont un bon moral et gardent l'espoir d'entraîner dans la grève une fois de plus tous ceux qui touchent à l'industrie du bâtiment.

Leur position est forte, ils participent à leur grève et contrôlent en assemblée générale, et par le comité de grève ce qui est fait en leur nom. Et vu leur combativité, il sera difficile de leur faire reprendre sur des miettes ou des promesses vagues.

Le problème, c'est maintenant de : s'organiser toujours plus efficacement, de s'adresser à la population pour faire connaître les objectifs de la grève.

Cette grève doit être pour les travailleurs, l'occasion de s'instruire plus sur les problèmes de leur classe. Cela devra être la tâche du comité de grève, tâche liée au contrôle de la grève par les travailleurs à tous ses tournants.

Cette première offensive des travailleurs sera suivie avec attention par toute la classe ouvrière. Elle devrait l'inciter toute entière à entrer dans la lutte car ce que réclament aujourd'hui les ouvriers du bâtiment, sont les revendications de tous les travailleurs.

- Augmentation des salaires.
- Paiement des jours de grève.
- Echelle mobile des salaires (augmentation en fonction du coût de la vie en Martinique).
- Interdiction de tous les licenciements.
- Répartition du travail entre tous.

gager le patronat, nous devons sortir vainqueurs.

L'unité du bâtiment et des secteurs annexes (Eaux du Sud, Métallurgie et Menuiserie et Municipaux), en renforçant la grève, renforce nos chances de victoire.

C'est pour cela que nous, ouvriers du bâtiment nous te convoquons à une assemblée générale vendredi à 18 h à la maison des syndicats, afin d'exiger avec nous :

- 1 - les 7,09 F pour le manoeuvre,
  - 2 - le paiement des jours de grève,
  - 3 - le refus total des licenciements
- Suite au verso

# MITTERRAND "SUR DE LUI" C'EST LE PCF QUI L'A VOULU

La dernière déclaration de Georges Marchais, secrétaire général du Parti Communiste Français, suivi de la conférence de presse de François Mitterrand, a fait rebondir de plus belle la polémique entre le P.C.F. et le Parti Socialiste.

Marchais accusa Mitterrand d'être "de plus en plus sûr de lui et dominateur", et de "ménager" Giscard d'Estaing.

On pourrait donc se demander comment le P.C.F. a-t-il fait pour avoir si longtemps confiance en un homme qui aujourd'hui serait prêt à le trahir ?

En fait, il apparaît que depuis les élections présidentielles, Mitterrand a redonné un nouvel élan au PS, et cela d'ailleurs grâce au PC qui a tout entrepris depuis des années pour faire de l'homme politique bourgeois Mitterrand, un "leader de la gauche", de "l'unité de la gauche".

Comment donc Mitterrand, consacré maintenant comme tel sur la scène politique française, après des élections dont l'issue, à quelques milliers de voix près, aurait pu le faire accéder à "la magistrature suprême", ne serait-il pas aujourd'hui "plus sûr de lui", et c'est encore cette sûreté qu'il a exprimée en répondant (sans répondre) aux attaques de Marchais, disant que pour lui, il n'y avait pas de

polémique au sein de la gauche et qu'il trouvait Marchais "très bien".

En réalité, il y a deux raisons aux attaques du PC : tout d'abord, que beaucoup de travailleurs, y compris ceux du PC qui ont voté Mitterrand en mai dernier, s'aperçoivent que Mitterrand serait prêt éventuellement à prendre la tête du gouvernement de Giscard d'Estaing si l'occasion se présentait, et cela, le PC se doit de le dénoncer, ne serait-ce que pour satisfaire une partie de sa base : ensuite, parce que le PC tient à garder son rôle de premier parti de gauche que rêve de lui ravir le PS.

C'est aussi cette deuxième raison qui explique la surenchère verbale à laquelle se livrent depuis quelque temps les dirigeants du PC : les Leroy, Andriou, et Marchais lui-même, contre le gouvernement : il s'agit de paraître plus "dur", plus intransigeant que le PS envers le pouvoir. Les travailleurs n'ont rien à gagner à cette polémique. Ils n'ont d'ailleurs pas plus à gagner sans elle ! Car leurs intérêts véritables ne sont ni du côté de Mitterrand, ni du côté de ceux qui l'ont "fabriqué", c'est-à-dire des dirigeants du PCF.

## CAPESTERRE : LA DEMOCRATIE RESPECTEE MALGRE LA VOLONTE D'UN RESPONSABLE C.G.T.

Lundi soir, à la bourse du travail de Capesterre, se tenait une réunion de travailleurs de la banane, en présence du responsable C.G.T. de la région. Un camarade travailleur de Combat-Ouvrier, assistait à cette réunion, ce qui n'eut pas l'heur de plaire à ce responsable qui demanda à notre camarade de sortir. Celui-ci répondit qu'il ne sortirait que si les travailleurs présents le lui demandaient. C'est alors que le dirigeant CGT tenta violemment d'éjecter notre camarade, aidé en cela par un de ses congénères. Une petite échauffourée s'ensuivit, mais les travailleurs présents séparèrent les hommes avant qu'ils aient le temps d'échanger vraiment des coups. Déjà, le responsable, CGT s'était saisi d'une barre de fer dans le but de l'utiliser contre notre camarade. Ce dernier resta dans la salle et déclara qu'il ne sortirait pas même s'il n'était pas un ouvrier bananier, car en tant que travailleur, rien ni personne ne le ferait sortir si les travailleurs présents ne s'y opposaient pas ; d'autant plus que, assistaient à cette réunion des gens qui ne sont pas ouvriers (il s'agissait en l'occurrence d'un militant du PC bien connu à Capesterre). Le responsable CGT, contre son gré, dut bien accepter la présence de notre camarade,

car, tous les travailleurs présents avaient tacitement désapprouvé son geste. Ce responsable pensait qu'il aurait été suivi par les travailleurs, il ne fit que se déconsidérer un peu plus à leurs yeux. Encore une fois, la démocratie ouvrière a triomphé d'un petit bureaucrate!

## MARTINIQUE

### L'INSPECTEUR DU TRAVAIL PARI MI DES SIENS !

Depuis le début de l'année, le siège de l'inspection du travail s'est déplacé de la Levée... à Clairière.

Ainsi, il sera encore plus difficile à un travailleur de s'adresser à cet organisme.

Il lui faudra quitter le centre de Fort-de-France, faire deux km... et se retrouver dans l'un des quartiers les plus riches de Fort de France. Mais à la façon dont l'inspecteur du travail prend parti pour les patrons dans la grève du bâtiment, quoi de plus normal pour celui-ci de se retrouver parmi ses maîtres et relativement éloigné de la colère des travailleurs.

## SUPERETTE HIBISCUS ÉCRASE NOS SALAIRES

Depuis le début du mois de janvier nous ne sommes payés que pour 40 heures de travail. Après nous avoir obligés pendant de longues années à faire des semaines de 54 h et plus, la direction a décidé brusquement de nous ramener à 40 h.

A la fin du mois de janvier tout le monde attendait avec anxiété les payes. Effectivement, nous avons bel et bien été payés sur la base des 40 h. avec, pour ce mois-ci uniquement, les heures supplémentaires des fêtes de fin d'années que nous n'avions toujours pas perçues.

Pour janvier même, certains ont eu une augmentation, à la tête du client, de 20 à 50 f. De toutes façons, cette augmentation ridicule ne remplace en aucune manière la diminution de salaire importante

que nous subissons. Nous en étions tous conscients et le mécontentement est grand parmi nous, car nous voulons les 40 h, mais sans diminution de salaire. Paulin fait courir le bruit que les salaires seront augmentés en février. Nous n'avons pas à lui faire confiance. C'est à nous mêmes de prendre des dispositions pour exiger une augmentation réelle de nos salaires : salaire équivalent à celui que nous touchions avec les heures supplémentaires, plus une augmentation pour tous.

Si Paulin dit qu'il "écrase les prix", nous pouvons en rire. Mais nous devons refuser qu'il continue d'écraser nos salaires.

## EDITORIAL (Suite)

forme, et cela, aussi bien les directions syndicales que celles des partis réformistes le craignaient plus que tout.

Le succès fut donc loin d'être total ; mais cette grève a permis aux travailleurs de réaliser de nombreuses expériences, que ce soit quant à l'attitude des bureaucrates syndicaux que celles des forces de répression.

Les travailleurs, pendant cette grève ont de plus, remis en question le pouvoir colonial. "Indépendance", "liberté chez nous", "le pouvoir aux travailleurs" furent les mots d'ordre constamment repris par des milliers de poitrines pendant les manifestations. Ils ont eu conscience que le seul responsable de leur misère et de l'assassinat de leurs camarades de la banane était le colonialisme, et ce ne fut pas une poignée d'expérience.

Et si au cours de la nouvelle lutte qui commence dans le bâtiment, les travailleurs savent en tirer les leçons, le mouvement de 1974 trouvera toute sa justification.

## TRACT DU BATIMENT (suite)

pendant l'année en cours.

4 - Un calendrier de discussion pour la classification,

5 - le calcul de révision des salaires établi sur la base du taux de l'augmentation du coût de la vie dans le département.

VIVE L'UNITE DES TRAVAILLEURS.

Le Comité de Grève.

## GUY ... GNOL !

Michel Guy, secrétaire d'Etat aux affaires culturelles, vient de passer une journée en Guadeloupe, au début de la semaine.

Un voyage à Basse-Terre, un autre à Pointe-à-Pitre, quelques prises de contact avec ce qu'il est convenu d'appeler "nos représentants culturels", et notre quasi-ministre est sans doute reparti le coeur content, avec le sentiment de devoir accompli, celui d'avoir "fait le tour de nos problèmes culturels".

Ce genre de personnes se contentent généralement de peu, et mesurent les problèmes des autres à l'aune de leur propre insuffisance. Comment en effet nous faire croire que ce M. Guy, que nous ne connaissons ni d'Eve, ni d'Adam (quoiqu'on nous affirme qu'il participe activement à la "culture guadeloupéenne", possédant à Ste Rose plusieurs hectares plantés en athuriums), ait pu en 24 h. se mettre au fait de la réalité culturelle de notre pays ?

L'absurdité d'une telle supposition était si flagrante que même France-Antilles (qui n'est certes pas une référence, en matière culturelle) a été obligé de le reconnaître. En fait, le vrai but de son voyage n'était pas là. M. Guy comme ceux qui l'ont précédé, les Stirn, Giscard et autres, est venu ici essentiellement pour se promener, tout en essayant de nous faire croire que le gouvernement se préoccupe de notre sort.

Seulement voilà : la manoeuvre commence à être un peu vieille pour tromper qui que ce soit. C'est pourquoi nous invitons M. Guy et ses semblables à dispenser ailleurs "les fleurs de leur culture"... et à nous dispenser de la culture de leurs fleurs !

Directeur de publication : M.E. ZOZOR  
Commission paritaire N° 51.728  
Ronéo du journal : Pointe-à-Pitre  
Correspondance : G. BEAUJOUR  
B.P. 214 P.A.P.  
B.P. 386 F.D.F.  
6è supplément au N° 46.